

BUREAU CTÉ DE CNES DU HAUT-LANGUEDOC
5 rue de l'Artisanat - 81230 LACAUNE

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE
à BARRE**

**Nombre de membres
en exercice : 20**

Séance du jeudi 11 décembre 2025

Présents : 12

L'an deux mille vingt-cinq et le onze décembre l'assemblée régulièrement convoquée le 26 novembre 2025, s'est réunie sous la présidence de Francis CROS.

Votants : 15

Sont présents : Pierre BAILLY, Marie-José BROUSSE, Alain CABROL, André CABROL, Marie CASARES, Francis CROS, Pierre ESCANDE, Denis MAFFRE, Jim RONEZ, Anne-Lise SAUTEREL, Daniel VIDAL, Vincent VIDAL

Représentés : Isabelle CALVET par Anne-Lise SAUTEREL, Michel FARENC par Marie-José BROUSSE, Francis REMIOT par Francis CROS

Excusés : Max ALLIES, Véronique ARMENGAUD, Alain BARTHES, Robert BOUSQUET, Jacques CALVET

Secrétaire de séance : André CABROL

ADMINISTRATION/COMPETENCES

1. Approbation du Procès-Verbal

Monsieur le Président demande aux membres du Bureau communautaire si des modifications sont à apporter au procès-verbal du 17 octobre 2025 qui a été envoyé au préalable.

Il demande ensuite de bien vouloir approuver le procès-verbal.

Résultat du vote : Adopté

Votants : 15

Pour : 15

RESSOURCES HUMAINES

2. Suppression de postes et approbation du nouveau tableau des effectifs

Vu la délibération communautaire n°2025_015 en date du 03 février 2025 relative à la délégation du Conseil au Bureau pour « la création et la suppression des emplois permanents et pour la modification du tableau des effectifs »,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Considérant l'avis du Comité Social Territorial du 23 octobre 2025,

Suite aux mouvements du personnel et aux avancements de grade de l'année 2025 il convient :

- De supprimer les postes suivants :
 - 2 postes d'attaché territorial à temps complet
 - 1 poste de rédacteur territorial principal 2^{ème} classe à temps complet
 - 1 poste d'adjoint administratif à 28 heures
 - 2 postes d'ingénieur territorial à temps complet
 - 1 poste de technicien territorial principal 2^{ème} classe à temps complet
 - 5 postes d'agent de maîtrise à temps complet
 - 2 postes d'agent de maîtrise à 30 heures

- 1 poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe à temps complet
 - De mettre à jour le tableau des effectifs 2025 comme suit :
- Tableau des effectifs décembre 2025

Filière police municipale				
Cadre d'emploi Brigadier-chef				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Brigadier-chef principal de police municipale	TC1	1	1	0

Filière sportive				
Cadre d'emploi des éducateurs des APS				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Educateur des APS principal de 1 ^{ère} classe	TC1	1	1	0
Educateur des APS TNC1	TNC1	1	1	0
Cadre d'emploi des opérateurs des APS				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Opérateur des APS qualifié	TC1	1	1	0

Filière animation				
Cadre d'emploi des adjoints territoriaux d'animation				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Adjoints territoriaux d'animation principal 2 ^{ème} classe	TNC 1	1	1	0
Adjoints territoriaux d'animation	TC1 TNC 1	2	1	1

Filière technique				
Cadre d'emploi ingénieur territorial				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Ingénieur principal	TC1	1	1	0
Ingénieur territorial	TC	0	0	0
Cadre d'emploi technicien territorial				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Technicien territorial principal 1 ^{ère} classe	TC3	3	2	1
Technicien territorial principal 2 ^{ème} classe	TC1	1	1	0
Technicien territorial	TC1	1	1	0
Cadre d'emploi agent de maîtrise				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Agent de maîtrise principal	TC7 TNC1	8	8	0
Agent de maîtrise	TC1	1	1	0

Cadre d'emploi adjoint technique territorial				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Adjoint technique principal 1ère classe	TC1	1	1	0
Adjoint technique principal 2ème classe	TC1 TNC1	2	2	0
Adjoint technique territorial	TC11 TNC1	12	12	0

Filière administrative				
Cadre d'emploi attaché territorial				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Attaché principal	TC2	2	2	0
Attaché territorial	TC2	2	2	0
Cadre d'emploi rédacteur territorial				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Rédacteur territorial principal 1ère classe	TC1	1	1	0
Rédacteur territorial principal 2ème classe	TC1	1	1	0
Rédacteur territorial	TC2	2	1	1
Cadre d'emploi adjoint administratif territorial				
Grade	TC ou TNC	Nombre	Effectifs pourvus	Poste à pourvoir
Adjoint administratif principal 1ère classe	TC5	5	5	0
Adjoint administratif principal 2ème classe	TC6 TNC1	7	5	2
Adjoint administratif territorial	TC11	11	11	0

Entendu le rapport du Président,

Résultat du vote : Adopté

Votants : 15

Pour : 15

FINANCES ET MARCHES

3. Demande de fonds de concours

Les dossiers de fonds de concours ci-dessous présentés par les communes de Senaux et Lacapelle-Escroux sont complets, les plans de financement prévisionnels sont les suivants :

Communes	Objet	Projet HT	Montant du FDC	Part commune
SENAUX	Rénovation isolation thermique combles Mairie	13 923,00 €	6 961,50 €	6 961,50 €
LACAPELLE-ESCROUX	Réfection toiture Eglise village	50 913,00 €	25 110,60 €	25 802,40 €
Montant des FDC attribués			32 072,10 €	

Il est proposé aux membres du Bureau communautaire de valider ces plans de financement et d'attribuer les fonds de concours aux communes de Senaux et Lacapelle-Escroux pour ces dossiers.

Entendu le rapport du Président,

Résultat du vote : Adopté

Votants : 15

Pour : 15

SERVICES A LA POPULATION

4. Présentation du projet « Regards Croisés »

Le projet « Regards Croisés » est né d'un constat clair, partagé par les équipes jeunesse et culture de la Communauté de Communes du Haut-Languedoc, dans le cadre d'un travail transversal.

Il a été constaté dans le cadre de temps de partage antérieurs que les jeunes rencontrent certaines difficultés dans le vivre-ensemble, dans la compréhension des différences culturelles et sociales et dans la prise en compte des situations de handicap — visibles comme invisibles.

À ces constats s'ajoute une méconnaissance des cultures, des modes de vie, et des identités qui composent la société actuelle. L'objectif étant de les préparer et de les armer pour leur future vie d'adulte et de citoyen. C'est pourquoi il est apparu essentiel d'imaginer un projet structurant, s'inscrivant dans la durée

Objectifs et contenu du projet :

« Regards Croisés » propose un parcours éducatif et culturel s'étendant du 3 mars 2026 au 16 avril 2027, mêlant découverte, réflexion, expérimentations et rencontres.

Ce parcours se compose de 11 rendez-vous culturels, citoyens, interdisciplinaires et innovants visant à favoriser l'ouverture culturelle, le développement de l'esprit critique, la tolérance et le respect des différences.

L'aboutissement pédagogique de ce parcours prendra la forme d'un voyage en Andalousie, territoire historiquement marqué par le métissage, les migrations et la coexistence des cultures.

Il est précisé que la thématique interculturelle pourra évoluer chaque année. La première édition sera ainsi consacrée à l'Andalousie.

Public cible et modalités d'encadrement :

Le projet s'adresse à 20 jeunes âgés de 14 à 17 ans, encadrés par trois agents de la CCHL, dont un agent titulaire du BPJEPS.

Il est précisé qu'au-delà de 20 jeunes accueillis, cet encadrant ne pourrait plus être comptabilisé dans le taux d'encadrement réglementaire, ce qui rendrait nécessaire le recrutement d'un animateur diplômé supplémentaire.

Sur le plan pédagogique, le choix d'un groupe volontairement restreint favorise l'apprentissage, la participation active des jeunes et une dynamique de transformation individuelle.

Ce seuil permet ainsi de garantir la qualité pédagogique du projet, la sécurité des participants et sa faisabilité opérationnelle.

Modalités d'engagement des participants :

Les jeunes et leurs représentants légaux devront participer à la réunion de présentation. A l'issue de la réunion, un dossier d'inscription leur sera remis comprenant : leurs informations administratives, la charte d'engagement parents/jeunes (annexée à la délibération), et des consignes pour la rédaction d'une lettre de motivation.

Cette procédure vise à évaluer la motivation des jeunes ainsi que l'engagement des familles sur la durée du projet, prévue sur une année.

Les candidats seront ensuite reçus pour un entretien individuel.

Former des ambassadeurs du vivre-ensemble :

L'ambition est d'engager un petit groupe d'adolescents dans un processus d'évolution personnelle, culturelle et citoyenne afin qu'ils deviennent de véritables ambassadeurs :

- Des luttes contre les stéréotypes discriminatoires,
- De la tolérance envers les personnes en situation de handicap,
- De l'ouverture culturelle et du vivre-ensemble.

Chaque année, une nouvelle promotion d'ambassadeurs pourra être formée, permettant au projet de se pérenniser, de s'enrichir et d'irriguer progressivement ces valeurs sur l'ensemble du territoire.

Les ambassadeurs de la première édition auront notamment pour mission de transmettre leurs acquis, de partager leurs expériences et d'accompagner la génération suivante.

Conclusion :

Le projet « Regards Croisés » constitue un levier d'émancipation culturelle, de cohésion sociale et de citoyenneté active, pleinement en cohérence avec les orientations de la Communauté de Communes du Haut-Languedoc.

Ci-après le budget prévisionnel du projet :

DEPENSES		RECETTES		
Goûters	1 020 €	Autofinancement jeunes	700 €	3%
Repas séjour	5 750 €	Caf 81	4 000 €	17%
Matériel	200 €	Caf 34	4 000 €	17%
Tee-shirts	75 €	MSA 34	3 300 €	14%
Hébergement séjour	5 896 €	MSA 81 (subv acquise)	3 300 €	14%
Activités séjour	2 700 €	Familles	2 160 €	9%
Transport	7 104 €	Autofinancement CCHL	6 625 €	28%
Prestataires extérieurs	800 €			
Carburant	500 €			
TOTAL	24 085 €	TOTAL	24 085 €	

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire :

- D'approuver la mise en œuvre du projet « Regards Croisés »
- De valider le plan de financement ci-dessus
- De déterminer la participation des familles sollicitées pour ce projet comme suit :

Quotient familial	< = 899 €	Entre 900 et 1399 €	> = 1400 €
Tarif	100 €	125 €	150 €

Entendu le rapport du Président,

Résultat du vote : Adopté

Votants : 15

Pour : 15

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

5. Demande d'aide aux petites entreprises - SARL MJ - Restaurant La Clairière

Vu la délibération du Bureau Communautaire du 8 Septembre 2023 n°DBC_2023_076 approuvant le règlement d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu la délibération du Bureau Communautaire du 11 mars 2024 n°DBC_2024_024 approuvant l'avenant n°1 d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu la délibération du Bureau Communautaire du 04 juillet 2024 n°DBC_2024_065 approuvant l'avenant n°2 d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu la délibération du Bureau Communautaire du 10 mars 2025 n°DBC_2025_013 approuvant l'avenant n°3 d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu la délibération du Bureau Communautaire du 22 mai 2025 n°DBC_2025_0146 approuvant l'avenant n°4 d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu l'avis favorable formulé par la Commission Economique du 18 novembre 2025 sur cette demande de subvention.

L'entreprise SARL MJ a repris le Restaurant La Clairière à Cambon-et-Salvergues. Elle a réalisé des aménagements et s'est équipée pour un montant total d'investissement de 38 454,20€ HT.

Cette entreprise sollicite une aide dans le cadre du dispositif d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité de la Communauté de Communes de 25%, soit 9 613,55€.

Il est proposé aux membres du Bureau communautaire :

- de subventionner l'entreprise SARL MJ à hauteur de 9 613,55 €.
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout acte afférent à cette opération.

Entendu le rapport du Président,

Résultat du vote : Adopté

Votants : 15

Pour : 15

6. Demande d'aide aux petites entreprises - EURL Ame à corps cosmétique artisanale

Vu la délibération du Bureau Communautaire du 8 Septembre 2023 n°DBC_2023_076 approuvant le règlement d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu la délibération du Bureau Communautaire du 11 mars 2024 n°DBC_2024_024 approuvant l'avenant n°1 d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu la délibération du Bureau Communautaire du 04 juillet 2024 n°DBC_2024_065 approuvant l'avenant n°2 d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu la délibération du Bureau Communautaire du 10 mars 2025 n°DBC_2025_013 approuvant l'avenant n°3 d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu la délibération du Bureau Communautaire du 22 mai 2025 n°DBC_2025_0146 approuvant l'avenant n°4 d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité,
Vu l'avis favorable formulé par la Commission Economique du 18 novembre 2025 sur cette demande de subvention.

L'entreprise Ame à Corps Cosmétique Artisanale souhaite créer un laboratoire de cosmétique artisanale ainsi qu'une boutique sur la commune de Viane. Le montant total d'investissement estimé est de 100 000 €. La commission développement économique a proposé de retenir 29 889,74 € de dépenses éligibles sur l'ensemble des devis présentés.

Il est ainsi proposé aux membres du Bureau Communautaire d'accompagner ce projet, dans le cadre du dispositif d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité, à hauteur de 25% des dépenses éligibles, soit 7 472,44 €

Il est proposé aux membres du Bureau communautaire,

- de subventionner l'entreprise Ame à Corps Cosmétique Artisanale à hauteur de 7 472,44 €.
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout acte afférent à cette opération.

Entendu le rapport du Président,

Résultat du vote : Adopté

Votants : 15

Pour : 15

7. Avenant n°5 au règlement d'aide aux petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité

La Commission Economique du 18 novembre 2025 propose de réaliser des modifications sur le règlement d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité :

- P.2 Ajouter « et qui font l'objet d'une procédure collective (sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation) » à la phrase : « Ne sont pas éligibles toutes entreprises qui seraient éligibles à d'autres dispositifs d'aide »
- P.3 Rajouter « Par ailleurs, seuls les propriétaires de locaux commerciaux pourront être accompagnés dans les investissements liés aux travaux. » au paragraphe suivant : « Attention : Seuls les devis d'artisans seront pris en compte. Les dépenses en matériaux destinés à la réalisation des travaux par soi-même, ne sont pas éligibles (à l'exception des artisans) »
- P.5 Modifier la phrase suivante : « Le bénéficiaire s'engage à réaliser les projets subventionnés au maximum 1 an après la réception du courrier d'attribution de l'aide. » par « Le bénéficiaire s'engage à réaliser les projets subventionnés et à présenter les factures acquittées au maximum 2 ans après la réception du courrier d'attribution de l'aide. »
- P.5 Modifier le paragraphe suivant « Une entreprise ou ses représentants ayant bénéficié d'une aide apportée par la Communauté de Communes et/ou ayant fermé un établissement sur le territoire dans les 5 ans précédant la demande ne peut/peuvent prétendre à une nouvelle subvention. » par « Une entreprise ou ses représentants ayant bénéficié d'une subvention publique et/ou ayant fermé un établissement sur le territoire dans les 5 ans précédant la demande ne peut/peuvent prétendre à une nouvelle subvention. »

- P.6 Corriger le paragraphe comme suit : « Une entreprise ayant bénéficié de l'aide au développement des petites entreprises n'est pas éligible à l'aide à l'immobilier d'entreprise ainsi qu'au dispositif « Coup de Pouce » du PETR des Hautes Terres d'Oc, et inversement. Les dispositifs ne sont pas cumulables, même si la personne morale candidate est différente. La CCHL considère que le lieu physique ne peut être bénéficiaire de plusieurs aides. »
- P.14 Dans la liste des pièces à fournir, ajouter : « Autorisation d'urbanisme » et « Si emprunt : accord de principe de la banque. »

Il est proposé aux membres du Bureau communautaire :

- De valider l'avenant n°5 relatif au dispositif d'aide au développement des petites entreprises, du commerce et de l'artisanat de proximité, annexé à la délibération, intégrant les modifications telles qu'indiquées ci-dessus.

Entendu le rapport du Président,

Résultat du vote : Adopté

Votants : 15

Pour : 15

8. Plan de financement prévisionnel lié à la construction de la Maison d'Assistants Maternelles à Lacauene

Vu la délibération du 18 mars 2025,

Il est proposé d'actualiser le plan de financement prévisionnel lié à la construction de la Maison d'Assistants Maternelles sur la commune de Lacauene comme suit :

DEPENSES (€ HT)		RECETTES (€ HT)		
Acquisition	20 000,00	Etat - DETR	292 775,02	45,06%
Travaux	550 000,00	Leader	120 000,00	18,47%
Maîtrise d'œuvre	52 250,00	MSA Midi-Pyrénées Nord	20 000,00	3,08%
Prestation géomètre	1 950,00	Caisse d'Allocation Familiale du Tarn	87 000,00	13,39%
Equipements	25 518,78	Autofinancement	129 943,76	20%
TOTAL	649 718,78	TOTAL	649 718,78	100%

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire :

- D'approuver le plan de financement ci-dessus
- De solliciter les subventions selon le tableau ci-dessus
- D'autoriser le Président à signer toutes les pièces afférentes à cette opération

Entendu le rapport du Président,

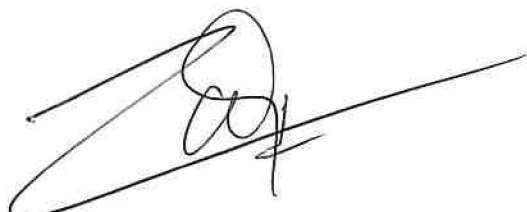
Résultat du vote : Adopté

Votants : 15

Pour : 15

Pour copie certifiée conforme

Le Secrétaire de séance – André CABROL



Le Président – Francis CROS



